

République Française – Liberté • Egalité • Fraternité

ARRÊTÉ MUNICIPAL

AR-20240305-208



AFFAIRES GÉNÉRALES

Délégation de fonction et de signature du Maire au 7^{ème} adjointe

Le Maire de la Commune de Miribel,

Vu l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Procès-verbal d'installation du nouveau Conseil municipal dressé le 4 juillet 2020, à la suite du scrutin du 28 juin 2020,

Vu les procès-verbaux de l'élection du Maire et des adjoints en date du 4 juillet 2020,

Vu la délibération DL-20240215-005 du Conseil municipal en date du 15 février 2024 portant élection de Madame Annie CHATELARD en tant que 7^{ème} adjointe,

Vu la délibération DL-20230511-002 du Conseil municipal en date du 11 mai 2023 fixant le nombre d'adjoints à huit,

Considérant la nécessité d'assurer la bonne administration des affaires communales, il convient de procéder à une délégation de fonction et de signature du Maire au bénéfice de Madame Annie CHATELARD, 7^{ème} adjointe au Maire,

ARRÊTE

Article 1 : Abrogation de l'arrêté antérieur AR-20230516-211

L'arrêté municipal AR-20230516-211 en date du 16 mai 2023 portant délégation de fonction du Maire à la conseillère municipale déléguée à la relation avec les acteurs de la communauté éducative est rapporté, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 : Attribution de délégation

Sous la surveillance et la responsabilité du Maire, il est donné délégation à la 7^{ème} adjointe, Madame Annie CHATELARD, pour exercer concurremment avec lui les fonctions ou attributions qui relèvent de sa compétence dans les domaines ou secteurs d'activités ci-après :

PETITE ENFANCE ET RELATIONS AVEC LES ACTEURS DE LA COMMUNAUTE EDUCATIVE

- Petite enfance : gestion des établissements d'accueil et des assistantes maternelles, relation avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Protection Maternelle et Infantile (PMI)
- Relation avec les acteurs de la communauté éducative :
 - Les établissements scolaires et l'Espace Petite Enfance,
 - Les parents,
 - Les personnels des écoles et de l'Espace Petite Enfance,
 - Les acteurs institutionnels, associés au service public de l'éducation.

- Passation des commandes de travaux, fournitures et services prévus au budget et relatif aux domaines délégués pour un montant n'excédant pas le seuil nécessitant la passation d'un marché à procédure adaptée
- Participation et animation de la ou des Commissions relevant de ses délégations

Cette fonction sera exercée en collaboration avec Monsieur Tanguy NAZARET, 6^{ème} adjoint au Maire, afin de permettre le bon exercice de cette compétence.

Par ailleurs, délégation est donnée à Madame Annie CHATELARD ainsi qu'à l'ensemble des adjoints, pour représenter le Maire empêché ou absent lors des visites de bâtiments organisées par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. L'ordre de priorité est établi selon leur rang de nomination.

Article 3 : Délégation de signature

Délégation permanente est donnée à Madame Annie CHATELARD, 7^{ème} adjointe, à l'effet de signer, concurremment avec le Maire, les courriers, les documents administratifs et comptables, relatifs à sa délégation.

Elle est également autorisée à signer :

- Tout arrêté d'admission provisoire en soins psychiatriques (article L3213-2 du code de la santé publique),
- Toute plainte déposée pour la Commune, auprès des services de Gendarmerie ou de Police compétents.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Peut également être exercé contre le présent arrêté un recours gracieux auprès du Maire ; un recours contentieux pouvant ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

Article 5 : Exécution et notification du présent arrêté

La Directrice Générale des Services communaux est chargée de l'exécution du présent Arrêté, dont une ampliation sera immédiatement transmise à :

- L'intéressé
- Madame la Préfète de l'Ain
- Monsieur le Procureur de la République
- Madame la Trésorière Municipale

Fait à Miribel, le 05 mars 2024

Certifié exécutoire par :

Transmission en préfecture le :

Affiché :

Notifié le :

Le Maire,

Jean-Pierre GAITET



Le Maire,

Jean-Pierre GAITET



Notifié le _____

A Annie CHATELARD